

## FIN DE L'ÉDITION DU BAC 2017

## Épreuve réussie pour Benghabrit

**Les épreuves du baccalauréat sont terminées depuis jeudi. Les candidats devront attendre le 15 juillet prochain pour pouvoir célébrer leur succès. Pour sa part, la ministre de l'Education a déjà réussi son épreuve. L'édition du bac 2017, qui a tenu tout un pays en haleine, s'est achevée sans fuite de sujets.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Soulagement, la fin a sonné sur une épreuve du bac pleine de suspense. Jeudi, la ministre de l'Education a effectué sa deuxième sortie, depuis le début des épreuves, auprès des équipes chargées de la conception et de la surveillance des sujets qui sortent de 37 jours d'isolement.

Par ailleurs, les enseignants n'auront pas le temps de souffler. Puisqu'ils doivent se mettre, dès demain, à la tâche des corrections des sujets. Pari risqué mais réussi donc pour la ministre de l'Education nationale.

Avec une totale confiance, Nouria Benghabrit a promis que le scénario du bac 2016 ne se reproduirait pas pour la session 2017. «Ce qui s'est produit lors du bac 2016 nous a servi de leçon et ça ne risque pas de se reproduire», ne cessait-elle de rassurer. Une déclaration qui lui a valu beaucoup de critiques. Cette confiance en elle a été interprétée comme étant un défi qu'elle lançait à ses détracteurs. Depuis, elle a été attendue au tournant.

La mission de la ministre de l'Education à mener à bien ces épreuves n'était pas gagnée d'avance. D'autant plus que le chef de file de cette mission est une ministre qui dérange depuis qu'elle a affiché sa volonté d'introduire des réformes dans le secteur.

La fuite massive organisée l'année dernière, obligeant le gouvernement à organiser une deuxième session, marque toujours les esprits. Ainsi, à l'approche des épreuves, le pays retient son souffle. Les épreuves ont démarré le 11 juin dernier dans la hantise de la fraude et ont tenu en haleine toute la société.

Coup d'envoi,  
dimanche, 11 juin

La ministre de l'Education donnait le coup d'envoi des épreuves du bac, le dimanche dernier, à 9h à partir de la wilaya de Guelma. Vingt minutes plus tard, ce qui s'est produit lors des épreuves de la 5<sup>e</sup> et du BEM se reproduit pour le bac.

Les sujets des six filières avec les corrigés ont été mis en ligne sur de nombreuses pages créées sur les réseaux sociaux. Des profils, se présentant comme étant des candidats, ont postés des sujets pour demander des solutions.

La ministre de l'Education ne laisse apparaître aucune panique. Lors de son point de presse, ce jour-là, elle a expliqué que la diffusion des sujets après le début des examens n'a aucun impact sur le déroulement des épreuves. D'où sa décision d'interdire l'accès à tout candidat qui arrive au centre d'examen après 9h.

Le lundi, deuxième jour  
des épreuves

En ce deuxième jour des épreuves et pour bloquer la diffusion des sujets sur le net, le gouvernement a décidé de bloquer l'accès à internet via la 3G et la 4G. Certaines pages Facebook qui font circuler les sujets ont été fermées. La mesure n'a pas eu d'effet et les sujets ont été, encore une fois, postés sur internet.

Mardi,  
au troisième jour

En ce troisième jour des épreuves, le ministère de l'Education, qui a déjà annoncé qu'il n'aura pas à recourir au blocage d'internet, se retrouve contraint de revenir sur sa déclaration. Ce



706 701 candidats se sont inscrits à la session 2017.

jour-là, l'accès à internet via une connexion ADSL est perturbé et les réseaux sociaux totalement bloqués. Là encore, la mesure a été contournée et les sujets ont pu être mis en ligne, après dix minutes du début des épreuves.

Les tentatives de faire avorter le plan anti-fraude de Benghabrit se sont poursuivies tout au long de la semaine d'épreuves, en vain.

Les syndicats montent au créneau pour demander de chercher les coupables en dehors des candidats et des enseignants chargés de la surveillance.

Mercredi, suspicion sur  
une fuite de sujets

Une rumeur sur la fuite de sujets a marqué ce quatrième jour d'épreuve. Ce matin-là, les sujets d'examen ont été distribués avec une demi-heure de retard. Pire, la veille, mardi, le sujet de philosophie a été distribué avec une heure de retard.

Des syndicats ont expliqué ce retard par le recours à des sujets de substitution. Il y aurait eu une suspicion sur une éventuelle fuite

de sujets et le ministère de l'Education a utilisé des sujets de réserve, ce qui expliquerait ce retard. Une intox, selon les déclarations officielles.

Les absents se font  
remarquer

Si cette session du bac a été marquée par la diffusion des sujets sur le net, elle est aussi marquée par le nombre élevé des exclus en raison des retards. 706 701 candidats se sont inscrits à la session du bac 2017. Sur les 491 298 des candidats scolarisés inscrits, 482 695 ont passé cet examen. On recense 10 023 absences parmi ces candidats, soit un taux de 2, 04%.

Dans les rangs des candidats libres, le ministère de l'Education a enregistré un taux d'absence de 11%, soit 3 3976 absences sur les 270 403 candidats.

Les retardataires qualifient cette ponctualité d'«injuste». Il s'agit, selon eux, de l'examen «de leur vie» et leurs parents osent demander une deuxième session.

L'exclusion de leurs enfants en raison de 5 à 10 minutes de retard

de cet examen est «une injustice». Benghabrit reste ferme devant la pression des syndicats et des parents. Elle a rappelé avoir recommandé, depuis plusieurs mois, aux candidats d'aller visiter les centres d'examen la veille des épreuves pour ne pas prendre le risque d'arriver en retard.

Elle a rappelé également que les centres d'examen ouvriront leurs portes à 8h et fermeront à 9h pour laisser le temps aux candidats d'arriver.

La valeur du temps n'a pas été prise au sérieux alors que toutes ces consignes se trouvent sur les convocations des candidats.

441 tentatives  
de fraude

Le ministère de l'Education a recensé 441 tentatives de fraude durant les quatre jours des épreuves liées essentiellement à l'utilisation des téléphones portables. Ces derniers risquent entre cinq et dix ans d'exclusion.

Les personnes impliquées dans la diffusion de sujets, quant à elles, feront objet de poursuites judiciaires.

Revoir la forme des sujets  
d'examen pour empêcher  
la triche

La diffusion des sujets en ligne a entaché cette édition. Les mesures de sécurisation drastiques mises en place n'ont pas permis de venir à bout des pratiques de parasitage.

Les syndicats estiment qu'il est temps de revoir la forme de la conception des sujets. Ces derniers, tels que conçus actuellement, basés sur la mémorisation, encouragent la triche.

Un constat que partage la première responsable du secteur qui a déjà annoncé la révision, pour cette année, de la forme de la conception des sujets. Mais cela n'a pas été appliquée.

S. A.

## CLINIQUE LARRIBÈRE D'ORAN

## Une débaptisation qui fait polémique

**Depuis quelques semaines une polémique fait rage à Oran, et qui serait même parvenue au niveau du ministère des Moudjahidine. Il s'agit de la débaptisation de la clinique Larribère de diabétologie, se trouvant au niveau du front de mer d'Oran.**

Et pour cause, tout récemment cette clinique a été rebaptisée du nom du moudjahid Benfréha, suite à une décision de la commission de wilaya chargée de décider de l'appellation et la dénomination des rues et lieux publics qui n'ont pas été baptisés jusqu'ici.

Or, si polémique il y a, c'est que cette clinique, repère des Oranais, est connue depuis l'indépendance comme étant la clinique du docteur Jean-Marie Larribère, baptisée de ce nom en vertu d'un arrêté interministériel (ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur) remontant aux années 1990.

Le nom de la famille Larribère n'est pas inconnu à Oran, car c'est est une famille de militants du Parti communiste algérien (PCA), tel le père, ayant combattu et soutenu l'indépendance algérienne. Jean-

Marie Larribère durant la colonisation s'est rangé du côté de la population algérienne, en prodiguant des soins aux plus démunis ou ceux ayant tout simplement besoin d'être soignés.

Son engagement anti colonial ainsi que celui de ses filles, dont la militante Lucette Safia, lui ont valu l'arrestation par les parachutistes et le plasticage de sa clinique par l'OAS.

C'est dire que le nom des Larribère est intimement lié à Oran et à l'histoire de la lutte pour l'indépendance. C'est pour toutes ces raisons que la société civile et des figures d'Oran ont lancé une pétition pour que soit rétabli l'hommage à la famille Larribère, en lui rendant son appellation celle de «clinique Larribère». Les pétitionnaires expliquent qu'il ne s'agit pas

de faire une différence entre les militants de la cause anti coloniale, Benfréha méritant aussi un tel hommage et un lieu dédié à son engagement comme reconnaissance. Mais la suspicion est grande à Oran sur des raisons occultes, quand ce n'est pas une méconnaissance éhontée de l'histoire algérienne, ayant amené cette débaptisation.

Car à Oran toujours, une autre affaire de débaptisation en catimini avait provoqué des réactions similaires s'agissant de la rue Fernand-Iveton, autre figure de notre histoire, guillotiné par le colonisateur.

Du côté des autorités l'on explique, depuis, qu'il s'agit d'une erreur puisqu'aucune plaque n'était apposée sur la façade de la clinique.

Pourtant la commission de Wilaya est composée d'un représentant de l'APC, de la wilaya, de l'ONM, de la Direction de la santé, et d'autres Directions qui avait bien été baptisée au nom de



La clinique Larribère.

ments et lieux à baptiser. Comment se fait-il qu'aucun membre de cette commission ne se soit rappelé que la clinique avait bien été baptisée au nom de

Larribère ? Enfin et suite à cette polémique il semblerait qu'une décision a été prise de rétablir la nomination Larribère à la clinique.

Fayçal Moulay